

FAIRE LA DIFFÉRENCE



PLATEFORME DE REVENDICATIONS
ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES DE 2012
FAITES LA DIFFÉRENCE

FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNIVERSITAIRE DU QUÉBEC
FÉDÉRATION ÉTUDIANTE COLLÉGIALE DU QUÉBEC
WWW.VOTONS.NET

FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNIVERSITAIRE DU QUÉBEC

Faire la différence

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est une organisation qui regroupe 15 associations étudiantes comptant plus de 125 000 étudiants de tous les cycles d'études et de toutes les régions du Québec. Établie depuis 1989, elle a pour principal mandat de défendre les droits et intérêts des étudiants auprès des gouvernements et des intervenants du domaine de l'éducation. Tout au long de ses dix-neuf années d'existence, elle s'est employée à défendre une éducation humaniste comme choix de société. Elle s'attarde particulièrement à défendre ses membres avant, pendant et après leur passage à l'université en revendiquant, en particulier, une éducation accessible et de qualité.

Fédération étudiante universitaire du Québec

210, rue Sainte-Catherine Est, Suite 300

Montréal (Québec), H2X 1L1

Téléphone : (514) 396-3380

Télécopieur : (514) 396-7140

Tous droits réservés – FEUQ © 2012

FÉDÉRATION ÉTUDIANTE COLLÉGIALE DU QUÉBEC

Faire la différence

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Depuis 22 ans, elle défend et promeut les droits et intérêts des étudiants des cégeps.

Fédération étudiante collégiale du Québec

2003, rue St-Hubert

Montréal (Québec), H2L 3Z6

Téléphone : (514) 396-3320

Télécopieur : (514) 396-3329

Tous droits réservés – FEUQ © 2012

LISTE DES REVENDICATIONS

LE PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

EN MATIÈRE

D'ÉDUCATION

LE GEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ

- Décréter le gel des frais de scolarité en vigueur à partir du niveau actuel (hiver 2012) afin de préserver l'accessibilité aux études.

BONIFIER L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES ET RÉDUIRE L'ENDETTEMENT

- Maintenir l'ajustement de la grille de contribution parentale du régime d'Aide financière aux études pour que les étudiants dont les parents ont un revenu familial inférieur à 45 000 \$ soient exemptés de toute contribution parentale.
- Que la majoration du plafond des prêts et la hausse de l'allocation spéciale et compensatoire soient versées sous forme de bourses.
- Augmenter le montant mensuel des dépenses admises pour les bénéficiaires de l'Aide financière aux études sans enfant à charge à 912 \$ pour les frais de subsistance, à 150 \$ pour les frais de transport dans les secteurs dépourvus de transport en commun, à 66 \$ pour les frais de transport pour les étudiants ne résidant pas chez leurs parents et à 30 \$ pour la connexion Internet.
- Introduire un mécanisme automatique d'indexation annuelle à l'IPC de l'ensemble des dépenses admises dans le calcul de l'Aide financière aux études.
- Augmenter le montant des dépenses admises pour les bénéficiaires de l'Aide financière aux études avec enfant à charge, à 970 \$ pour les frais de subsistance, à 300 \$ pour le supplément pour enfant à charge, à 150 \$ pour les chefs de famille monoparentale, à 400 \$ pour les frais de garde en établissement privé, à 150 \$ pour les frais de transport dans les secteurs dépourvus de transport en commun, à 145 \$ pour les transports en commun pour ceux ne résident pas chez leurs parents et à 30 \$ pour la connexion Internet.
- Exempter complètement la pension alimentaire des bénéficiaires, chefs d'une famille monoparentale, du calcul des prêts et bourses.
- Augmenter la période d'admissibilité aux bourses de l'Aide financière aux études afin de soutenir les étudiants-parents aux prises avec des dépenses plus élevées.
- Rendre plus accessible aux étudiants-parents le Programme de remboursement différé en assouplissant les critères d'admissibilité.
- Remettre aux étudiants les sommes supplémentaires de 70 millions de dollars annuellement lui ayant été transférées par le gouvernement fédéral dans le cadre du PCPE afin de diminuer le plafond de prêts et bonifier les dépenses admises

AMÉLIORER LA GESTION DES UNIVERSITÉS

- Améliorer les processus de reddition de compte des universités, notamment, en implantant une commission d'évaluation, composée majoritairement de membres de la communauté universitaire, capable de produire un ensemble d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de coordonner le développement du réseau et d'apprécier l'évolution de la qualité de l'enseignement, de l'encadrement, de la recherche, des services aux étudiants ainsi que l'efficacité et l'efficience des ressources allouées aux différentes universités. Les résultats de l'évaluation des universités basée sur ces indicateurs devront être rendus publics.
- Faire périodiquement adopter par l'Assemblée nationale, sur recommandation du ministre de l'Éducation, un plan d'action national de développement du réseau universitaire fixant des objectifs nationaux ; et négocier avec les établissements universitaires pour spécifier le rôle de chaque établissement universitaire dans l'atteinte des objectifs.
- Que le champ de compétence du Vérificateur général soit étendu aux universités.

ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION UNIVERSITAIRE

- Tenir un processus de consultation formel, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, visant à développer des solutions quant au financement des universités et au développement du réseau universitaire.

RÉPONDRE AU BESOIN DES RÉGIONS

- Reconnaître l'apport particulier des universités pour le développement culturel, économique et social des régions.
- Mettre sur pied un programme de financement pour renforcer les capacités de recherche des universités en région.
- Bonifier le crédit d'impôt pour étudiants qui choisissent de retourner en région après les études

EN MATIÈRE

DE FINANCES PUBLIQUES

CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES EN PROVENANCE DES PARTICULIERS À HAUTS REVENUS

- Réviser à la hausse l'impôt sur le revenu des particuliers pour les contribuables à hauts revenus, notamment par l'introduction d'un quatrième taux d'imposition de 28 % pour les revenus imposables de plus de 127 000 \$.
- Introduire une taxe sur les biens de luxe comme cela se pratique en Europe.
- Mettre à jour le régime de redevances minières dans l'optique d'un développement durable et selon la perspective d'une société responsable face à la gestion de ses ressources naturelles.

LITIGES FÉDÉRAL-PROVINCIAL

- Faire de l'augmentation de 3,5 milliards de dollars des transferts en espèces en matière d'éducation postsecondaire et de programmes sociaux sa priorité dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral.

EN MATIÈRE

D'ÉCONOMIE

PROTÉGER LES CONDITIONS DE TRAVAIL CHEZ LES JEUNES

- Développer une stratégie augmentant le nombre de diplômés et en facilitant leur insertion socioprofessionnelle, notamment en instaurant une plus grande accessibilité aux études universitaires par un gel des droits de scolarité.
- Modifier les lois du travail afin d'éliminer la discrimination basée sur le statut d'emploi et assurer une égalité de traitement aux jeunes travailleurs.

EN MATIÈRE

D'ENVIRONNEMENT

LES CHOIX ÉNERGÉTIQUES À FAIRE

- Bonifier les programmes d'incitatifs fiscaux pour l'efficacité énergétique.
- Prioriser le développement d'installations de production d'énergies renouvelables à faible impact sur l'environnement, et ce, tout en respectant les collectivités locales.
- Investir dans des systèmes de transport collectifs accessibles et efficaces.

ÉTENDRE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Intégrer les organismes municipaux, les établissements scolaires, de santé et de services sociaux et les grandes entreprises à l'intérieur de la loi sur le développement durable suite à des consultations publiques.
- Améliorer le processus de reddition de compte des plans d'action de développement durable.

EN MATIÈRE

D'ÉTHIQUE ET DE DÉMOCRATIE

CORRUPTION, COLLUSION ET FINANCEMENT DES PARTIS

- Faire preuve de transparence et d'honnêteté dans la gestion de l'État et des fonds publics notamment en ce qui a trait à l'attribution de contrats et au financement des partis politiques.
- Instaurer une vaste commission d'enquête publique et coercitive sur les liens entre les gestionnaires de l'État, les partis politiques et les donateurs des partis sur la question de la gestion des fonds publics.

LOI 12 (PROJET DE LOI 78)

- Abolir la loi 12 (projet de loi 78) incessamment et sans réserve.

PARTICIPATION ÉLECTORALE DES JEUNES

- Autoriser le vote sur les campus postsecondaires.
- Permettre le vote des étudiants dans leur lieu de résidence durant leurs études.

TABLE

DES MATIÈRES

VOTEZ ÉDUCATION : FAIRE DE L'ACCESSIBILITÉ AUX ÉTUDES UNE PRIORITÉ_____ 1

Le gel des frais de scolarité	1
Bonifier l'aide financière aux études et réduire l'endettement	2
Améliorer la gestion des universités	5
Répondre aux besoins des régions	6
États généraux sur l'éducation universitaire	6

VOTEZ FINANCES PUBLIQUES : FAIRE DE LA JUSTICE FISCALE UNE PRIORITÉ_____ 8

Contributions additionnelles en provenance des particuliers à hauts revenus	8
Litiges fédéral-provincial	9

VOTEZ ÉCONOMIE : FAIRE DU SAVOIR ET DE L'ÉQUITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE UNE PRIORITÉ_____ 10

Protéger les conditions de travail chez les jeunes	10
--	----

VOTEZ ENVIRONNEMENT : FAIRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE UNE PRIORITÉ_____ 11

Les choix énergétiques à faire	11
Étendre la loi sur le développement durable	12

VOTEZ DÉMOCRATIE ET ÉTHIQUE : FAIRE DU RESPECT DE NOS INSTITUTIONS UNE PRIORITÉ_____ 13

Corruption, collusion et financement des partis	13
Loi 12 (projet de loi 78)	14
Participation électorale des jeunes	14

Selon nous, l'éducation devrait être la priorité au Québec. Des citoyens éduqués permettent de réduire les coûts de santé et des services sociaux et permettent d'avoir un développement économique plus important. C'est pourquoi nous croyons que le gouvernement doit s'assurer de construire un système d'éducation de qualité et accessible à tous.

LE GEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ

Les faits sont clairs, le gouvernement doit cesser l'augmentation des frais de scolarité. Si la situation continue de se détériorer, plusieurs jeunes, devant la perspective d'un endettement trop important, n'iront pas à l'université. Le MELS lui-même, dans une étude qu'il a commandée, évaluait qu'une hausse comme celle décrétée par le gouvernement précédent priverait des milliers d'étudiants de la capacité de fréquenter une institution universitaire. Faut-il rappeler que les motifs financiers sont la principale cause d'abandon des études postsecondaires¹?

Dans l'optique d'assurer le développement à long terme de son économie, le Québec pourra difficilement se passer d'un tel nombre de diplômés universitaires. On rappellera entre autres que, selon une étude du ministère de l'Éducation², le détenteur d'un baccalauréat paie, en moyenne au cours de sa carrière, plus d'un demi-million de dollars supplémentaires en impôts et taxes comparativement à un diplômé du secondaire. Les fédérations sont donc d'avis que, par le biais des impôts et taxes, les diplômés universitaires apporteront une contribution supplémentaire significative aux revenus de l'État³.

On constate, par ailleurs, que l'augmentation des frais de scolarité affectera de façon plus prononcée les étudiants provenant de la classe moyenne, soit ceux qui ne peuvent bénéficier de l'Aide financière aux études, mais dont les parents ne sont pas en mesure de verser la contribution financière présumée. Ce sont donc ces étudiants qui souffriront le plus de cette charge financière supplémentaire.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Décréter le gel des frais de scolarité en vigueur à partir du niveau actuel (hiver 2012) afin de préserver l'accessibilité aux études.

1 Enquête sur les sources et modes de financement des étudiants au premier cycle (FEUQ, 2010)

2 MEQ, Bulletin statistique de l'éducation : la rentabilité du diplôme. Québec. 1999. 10 p.

3 Voir aussi <http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/michel-girard/201204/02/01-4511564-combien-ca-rapporte-un-diplome.php>

PRÉVENIR L'EXPLOSION DE L'ENDETTEMENT ÉTUDIANT ET MAINTENIR LE PLAFOND DE PRÊT

Le gouvernement précédent, pour tenter de résorber une crise qu'il a lui-même déclenchée en tentant de hausser les frais de scolarité de 82 %, a proposé diverses modifications au programme de prêts et bourses tels le rehaussement graduel du seuil de contribution parentale et l'augmentation du volume de prêts octroyés.

Les Fédérations accueille favorablement le rehaussement du seuil de contribution parentale à 45 000 \$ de revenu brut, ce qui est un strict minimum étant donné que ce montant se rapproche du revenu de deux parents travaillant à temps plein au salaire minimum. Ce relèvement était rendu nécessaire en raison de nombreuses années de laxisme dans l'ajustement de l'AFE.

Par contre, l'augmentation drastique de l'endettement étudiant par l'entremise de la création de mesures telles la majoration du plafond de prêts et l'élargissement de l'allocation compensatoire est grandement néfaste. Ces mesures vont littéralement doubler l'endettement étudiant pour les étudiants de la classe moyenne. Par exemple, pour les étudiants en provenance de famille gagnant, en 2016-2017, entre 45 000 \$ et 60 000 \$, la dette annuelle passera de 2440 \$ en 2012-2013 à 6000 \$ en 2015-2016. Simplement pour un baccalauréat de trois ans, sans compter le cégep, un étudiant issu de la classe moyenne se retrouverait avec plus de 28 000 \$ de dettes⁴.

BONIFIER LES DÉPENSES ADMISES

À l'heure actuelle, le montant des dépenses admises reconnues n'est aucunement adapté aux besoins réels des étudiants. Par exemple, pour un étudiant qui ne réside pas chez ses parents, l'AFE accorde 778 \$ par mois en frais de subsistance. Ce montant est nettement insuffisant.

À titre de comparatif, en 2009, le ministère de l'Immigration, avant d'accepter un étudiant international, demandait à ce dernier de prouver sa capacité financière d'investir au minimum 912 \$ par mois pendant un an, afin d'être en mesure de subvenir à ses besoins. Cette disparité est frappante et démontre que les paramètres utilisés par l'AFE sont obsolètes.

RENDRE AUX ÉTUDIANTS LES SOMMES QUI LEUR SONT DESTINÉES

Le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) accorde des prêts et des bourses à des étudiants de partout au Canada. Depuis 1964, le Québec s'est retiré de plein droit de ce programme préférant administrer son propre régime. Le gouvernement du Canada verse donc un montant compensatoire, montant qui sert à appuyer le programme d'aide financière aux étudiants.

Le paiement compensatoire versé au Québec pour l'année scolaire 2009-2010, d'une valeur de 275 millions de dollars, a augmenté de 150 millions de dollars par rapport à l'année scolaire précédente. Cette augmentation notable est attribuable à des changements importants apportés au PCPE et à l'abolition de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM).

⁴ Pour les étudiants provenant de familles gagnant entre 60 000 \$ et 100 000 \$: on constate aussi une augmentation importante de l'endettement. À terme, on parle d'une dette annuelle de 4718\$.

En tout et pour tout, si l'on soustrait les montants que versait la FCBEM, le Québec obtient 70 millions de plus annuellement. Malheureusement, le gouvernement précédant a détourné ces sommes supplémentaires pour le mettre dans le Fond consolidé, privant du même coup les étudiants les moins fortunés de voir le programme de prêts et bourses bonifié.

FAVORISER LA CONCILIATION ÉTUDES-FAMILLE

Concilier études et charges parentales constitue, pour les étudiants-parents, un imposant défi quotidien. Disposant de moins de temps à consacrer à leurs études, ils doivent également jongler avec des dépenses non reliées aux études beaucoup plus importantes que les autres étudiants, notamment pour le loyer et l'alimentation.

C'est particulièrement difficile pour les étudiants aux cycles supérieurs, où les études sont de plus en plus exigeantes. D'ailleurs, interrogés sur la conciliation études-familles dans le cadre d'une récente étude du Conseil national des cycles supérieurs de la FEUQ (CNCS-FEUQ)⁵, les étudiants-parents ont insisté sur le fait que leurs charges parentales constituent, pour plus d'un parent sur cinq, la principale raison d'interruption des études aux cycles supérieurs.

Même son de cloche dans une récente étude du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport⁶ qui révélait que les étudiants de moins de trente ans ayant un ou des enfants à charge avaient un moins bon taux d'obtention du diplôme que les autres.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Maintenir l'ajustement de la grille de contribution parentale du régime d'Aide financière aux études pour que les étudiants dont les parents ont un revenu familial inférieur à 45 000 \$ soient exemptés de toute contribution parentale.

Verser sous forme de bourses la majoration du plafond des prêts et la hausse de l'allocation spéciale et compensatoire.

Augmenter le montant mensuel des dépenses admises pour les bénéficiaires de l'Aide financière aux études sans enfant à charge à 912 \$ pour les frais de subsistance, à 150 \$ pour les frais de transport dans les secteurs dépourvus de transport en commun, à 66 \$ pour les frais de transport pour les étudiants ne résidant pas chez leurs parents et à 30 \$ pour la connexion Internet.

Introduire un mécanisme automatique d'indexation annuelle à l'IPC de l'ensemble des dépenses admises dans le calcul de l'Aide financière aux études.

⁵ Venne, Jean-François. 2007. Sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs. Montréal : CNCS-FEUQ.

⁶ Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. 2007. Poursuite des études et obtention d'un diplôme chez les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses, Volet 5. Québec : MELS.

Remettre aux étudiants les sommes supplémentaires de 70 millions de dollars annuellement lui ayant été transférées par le gouvernement fédéral dans le cadre du PCPE afin de diminuer le plafond de prêts et bonifier les dépenses admises.

Augmenter le montant des dépenses admises pour les bénéficiaires de l'Aide financière aux études avec enfant à charge, à 970 \$ pour les frais de subsistance, à 300 \$ pour le supplément pour enfant à charge, à 150 \$ pour les chefs de famille monoparentale, à 400 \$ pour les frais de garde en établissement privé, à 150 \$ pour les frais de transport dans les secteurs dépourvus de transport en commun, à 145 \$ pour les transports en commun pour ceux ne résident pas chez leurs parents et à 30 \$ pour la connexion Internet.

Augmenter la période d'admissibilité aux bourses de l'Aide financière aux études afin de soutenir les étudiants-parents aux prises avec des dépenses plus élevées.

Rendre plus accessible aux étudiants-parents le Programme de remboursement différé en assouplissant les critères d'admissibilité.

Exempter complètement la pension alimentaire des bénéficiaires, chefs d'une famille monoparentale, du calcul des prêts et bourses.

Actuellement, le processus de reddition de compte est prévu dans le cadre de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire. Il s'effectue aux trois ans par le biais d'audiences tenues par la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale. Les dirigeants de chacune des universités présentent alors les résultats de l'évolution de leur établissement des trois années écoulées ainsi que ses perspectives d'avenir et peuvent être questionnés par les députés membres de la Commission par rapport à leur gestion.

Depuis plusieurs années, force est de constater que ce processus est exsangue, voire anémique. En effet, les députés ne sont pas préparés ni formés pour effectuer un suivi serré de la gestion universitaire et disposent de peu d'information fiable, claire et suffisante à cet effet. Aucun mécanisme n'est prévu afin d'évaluer qualitativement et quantitativement les progrès accomplis quant à la qualité de l'enseignement, de l'encadrement des étudiants, de la recherche, des services aux étudiants ainsi que l'efficacité dans l'utilisation des ressources allouées à l'université. Les élus qui siègent à la Commission de l'éducation ne sont pas outillés non plus convenablement pour évaluer l'efficacité du réseau universitaire dans sa globalité.

Pour toutes ces raisons, les Fédérations prône l'établissement d'une instance intermédiaire et neutre, spécialisée dans ce domaine, qui permettrait de fournir une information de qualité aux députés et au ministère de l'Éducation afin de les aider dans l'exercice de leurs fonctions. La structure proposée, la Commission d'évaluation des universités du Québec (CÉUQ), se veut une instance d'évaluation et de validation venant agir au niveau du réseau universitaire en entier au même titre que la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CÉEC), qui existe déjà, pour les cégeps.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Faire périodiquement adopter par l'Assemblée nationale, sur recommandation du ministre de l'Éducation, un plan d'action national de développement du réseau universitaire fixant des objectifs nationaux; et négocier avec les établissements universitaires pour spécifier le rôle de chaque établissement universitaire dans l'atteinte des objectifs.

Que le champ de compétence du Vérificateur général soit étendu aux universités.

Améliorer les processus de reddition de compte des universités, notamment, en implantant une commission d'évaluation, composée majoritairement de membres de la communauté universitaire, capable de produire un ensemble d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de coordonner le développement du réseau et d'apprécier l'évolution de la qualité de l'enseignement, de l'encadrement, de la recherche, des services aux étudiants ainsi que l'efficacité et l'efficacité des ressources allouées aux différentes universités. Les résultats de l'évaluation des universités basée sur ces indicateurs devront être rendus publics.

— ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION —

En l'absence d'une politique nationale des universités qui ferait consensus, le réseau se développe sans qu'aucun principe directeur vienne infléchir sa trajectoire. Dans les dix dernières années, les Québécois ont été les témoins silencieux de transformations importantes dans les sphères de la recherche, de l'enseignement, de l'offre de programmes, de la gouvernance institutionnelle, sans jamais pouvoir interférer de façon concertée afin de s'assurer du bien-fondé de celles-ci. À titre d'exemple, les partenariats entre la recherche universitaire et le secteur privé se sont décuplés au point de devenir pratiquement une norme, sans qu'on se soit collectivement questionné sur les impacts ou qu'on se soit doté de mécanisme pour préserver la recherche fondamentale. La même réflexion s'impose pour le système collégial, qui à besoin lui aussi d'une réforme de son financement et de ses objectifs.

Mais encore, sur le plan de l'accessibilité aux études, le Québec avance à tâtons et le gouvernement ne se questionne plus depuis longtemps sur les objectifs qu'il souhaite atteindre en terme de fréquentation post-secondaire. Alors que les conditions de vie des étudiants se sont considérablement dégradées dans les dernières années, que le taux de fréquentation est en baisse depuis la fin des années 1980, que le niveau d'endettement étudiant atteint des records historiques et que le nombre d'heures travaillées en cours d'étude n'a jamais été aussi élevé pour un aussi grand nombre, il est grand temps que les Québécois se penchent sur le sort de la relève d'ici et qu'ils se dotent d'objectifs et d'outils afin de redresser la situation.

Dans ce contexte, il apparaît plus que pertinent d'avoir une profonde réflexion collective sur l'avenir de l'éducation au Québec.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Tenir un processus de consultation formel, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, visant à développer des solutions quant au financement des établissements d'éducation post-secondaire et au développement du réseau d'éducation post-secondaire.

— RÉPONDRE AUX BESOINS DES RÉGIONS —

Ces institutions favorisent l'accès du plus grand nombre possible de citoyens québécois à l'enseignement supérieur, et ce, quel que soit leur lieu de naissance. Elles constituent un puissant catalyseur du dynamisme socio-économique régional, en plus d'être un élément majeur de l'attrait des jeunes pour la vie en région.

Les régions ne peuvent se permettre un déclin de la participation universitaire et collégiale de même qu'une hausse de l'endettement moyen. Plusieurs d'entre elles se vident déjà de leur jeunesse et affichent des soldes migratoires négatifs. Un jeune sur deux quitte sa région pour se diriger vers les grands centres. Les aléas de la conjoncture économique n'aidant en rien à renverser ce processus.

En effet, malgré la hausse récente du prix des matières premières, la prospérité des régions qui hébergent les cégeps et universités demeure précaire et tient du défi permanent. L'appréciation importante de la devise canadienne, le ralentissement de la demande américaine, le conflit commercial du bois d'œuvre, la concurrence étrangère dans les domaines manufacturiers en provenance de la Chine, de l'Inde ou du Brésil sont tous des facteurs qui fragilisent l'économie régionale.

Pour assurer le développement durable des régions et les soustraire aux aléas du marché des matières premières, le gouvernement du Québec doit miser sur la formation, l'innovation, la recherche et l'accessibilité aux études pour le plus grand nombre.

Ce n'est qu'en améliorant les conditions d'étude, en finançant la recherche adéquatement et en tissant une collaboration étroite entre les institutions d'enseignement et les collectivités locales que les régions pourront arriver à tirer leur épingle du jeu.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Reconnaître l'apport particulier des cégeps et des universités pour le développement culturel, économique et social des régions.

Mettre sur pied un programme de financement pour renforcer les capacités de recherche des universités en région.

Bonifier le crédit d'impôt pour étudiants qui choisissent de retourner en région après les études

Le partage des richesses est une mesure essentielle pour avoir une société juste et équitable. Selon nous les impôts restent le moyen le plus égalitaire pour atteindre cet objectif.

Malheureusement dans notre société plusieurs entreprises et citoyens ne paient pas leur juste part. Cette injustice et la mauvaise gestion de nos finances mènent souvent à des coupures dans les institutions essentielles à notre société telle que l'éducation, l'énergie et la santé.

CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES EN PROVENANCE DES PARTICULIERS À HAUTS REVENUS

Depuis les dernières années on a pu observer au Québec des baisses d'impôts faites par le gouvernement. Bien qu'agréable à première vue, il est cependant important de préciser que ces mesures visaient à chaque fois les mieux nantis et les grandes entreprises. Laissant le gros du fardeau fiscal à une classe moyenne qui peine à joindre les deux bouts. De plus, ces baisses d'impôts ont entraîné du sous-financement dans les services essentiels amenant des mesures qui désavantagent tous les citoyens : la taxe santé, la hausse des droits de scolarité etc.

Pourtant une série de mesures simples pourraient permettre de trouver l'argent nécessaire pour diminuer la charge des citoyens. Pensons par exemple aux redevances minières supplémentaires que nous pourrions demander aux grandes compagnies qui exploitent notre sous-sol, Ou bien à une taxe pour les pollueurs importants. Sans oublier l'augmentation du nombre de paliers d'imposition pour avoir un système plus égalitaire et représentatif des réalités économiques des citoyens québécois.

Le gouvernement doit avoir une attitude plus responsable dans sa gestion de la fiscalité et des moyens de financements des services essentiels pour les québécois. Le tout pour s'assurer que la richesse est bien redistribuée et que notre société est la plus équitable possible.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Réviser à la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les contribuables à hauts revenus, notamment par l'introduction d'un quatrième taux d'imposition de 28 % pour les revenus imposables de plus de 127 000 \$.

Introduire une taxe sur les biens de luxe comme cela se pratique en Europe.

Mettre à jour le régime de redevances minières dans l'optique d'un développement durable et selon la perspective d'une société responsable face à la gestion de ses ressources naturelles.

De 1994 à 2000, le financement fédéral alloué à l'éducation postsecondaire a diminué de plus de 5 milliards de dollars. Concrètement, au Québec, ces coupures ont provoqué une réduction récurrente des subventions aux universités québécoises de l'ordre de 500 millions de dollars par année, ce qui correspond à 25 % de leurs budgets et à une perte de 1000 professeurs (CREPUQ, 2010). De plus, entre 1994-1995 et 2004-2005, l'augmentation du TCSPS n'a été que de 20,3 % au Québec comparativement à l'Ontario, qui a connu une hausse de 57,5 % et les autres provinces, de 49,6 %. En termes de montant par personne, ceci se traduit par une augmentation de 137 \$ par habitant pour le Québec, contre 226 \$ par habitant de l'Ontario et 334 \$ pour les autres provinces (Godbout et Dumont, 2005). Ainsi, durant cette période, pendant que le financement fédéral aux provinces a augmenté, la part du Québec a diminué.

De ce fait, le gouvernement fédéral se doit de rétablir le financement tel qu'il était avant ces compressions budgétaires et de tenir compte des besoins des différents réseaux d'éducation postsecondaire à travers le pays. Dans ce dessein, il devrait y avoir la création d'un transfert à l'éducation postsecondaire, sans condition, qui tiendrait compte de l'inflation et de l'augmentation de la population étudiante.

Pour récupérer des coupures dans les transferts de 1994, il faudrait ainsi une augmentation d'au moins 3,5 milliards de dollars récurrents pour tout le Canada ; cela représente approximativement 820 millions de dollars pour le Québec.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Faire de l'augmentation de 3,5 milliards de dollars des transferts en espèces en matière d'éducation postsecondaire et de programmes sociaux sa priorité dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral.

Notre qualité de vie est directement liée à l'emploi que nous occupons. Le gouvernement a un pouvoir d'intervention important sur l'économie québécoise et donc sur les types d'emplois qui sont créés. Le principe d'équité des chances doit être au centre de l'intervention de l'État dans le domaine de l'emploi.

Quand vient le temps de se chercher un emploi, chaque personne cherche à évaluer si le salaire est adéquat pour le travail réalisé, si l'horaire de travail convient et si le travail correspond à l'expérience et à la formation de la personne qui postule. La précarité d'emploi, les différences de traitement entre les hommes et les femmes et la discrimination par rapport à la nationalité, sont des réalités encore trop courantes.

PROTÉGER LES CONDITIONS DE TRAVAIL CHEZ LES JEUNES

Les jeunes ont été les premières victimes du ralentissement économique. En effet, on a pu constater au cours des dernières années une tendance lourde signalant une dégradation des conditions d'emploi chez les jeunes avec une diminution des gains salariaux et autres bénéfices liés au travail. Par ailleurs, il s'avère que les jeunes sont particulièrement exposés à un taux de chômage supérieur à celui du reste de la population.

Cette dégradation des conditions d'emploi chez les jeunes est particulièrement visible à travers l'augmentation du travail atypique : travail à temps partiel, sur appel, temporaire, travail à domicile, travail autonome ou pour une agence de placement. Ce type d'emploi bien souvent précaire et lié à une plus faible rémunération, un accès limité à des avantages sociaux et une faible couverture par les lois du travail. C'est le lot de plus d'un tiers des travailleuses et travailleurs, particulièrement des jeunes. Si l'existence d'emplois atypiques s'explique en bonne partie par la transformation de l'économie, elle résulte aussi de stratégies de gestion de la main-d'œuvre de la part d'employeurs à la recherche d'une plus grande flexibilité et d'une diminution des coûts salariaux.

Il est urgent d'apporter des modifications législatives majeures afin de protéger ces travailleurs qui échappent aux mesures traditionnelles de protection sociale ; les laissant ainsi dans un état de vulnérabilité. La mise en application des recommandations de ce rapport est vitale pour l'avenir professionnel des jeunes. Il en va de leur sécurité économique à long terme. Il s'agit aussi d'un problème d'équité intergénérationnelle.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Développer une stratégie augmentant le nombre de diplômés et en facilitant leur insertion socioprofessionnelle, notamment en instaurant une plus grande accessibilité aux études universitaires par un gel des droits de scolarité.

Modifier les lois du travail afin d'éliminer la discrimination basée sur le statut d'emploi et assurer une égalité de traitement aux jeunes travailleurs.

L'environnement est une préoccupation grandissante des Québécois lors des dernières années. Le développement durable, qui vise à conjuguer le développement économique et social avec la protection de l'environnement fait sa place peu à peu et entre dans les habitudes de vie des citoyens et des institutions.

Aujourd'hui, de plus en plus de gens affirment que l'environnement doit être protégé et respecté. Le récent débat sur l'exploitation des gaz de schiste l'a bien démontré. Le gouvernement a le pouvoir et la responsabilité de faire du Québec une référence mondiale en termes de développement durable.

— LES CHOIX ÉNERGÉTIQUES À FAIRE —

Plusieurs sources d'énergie sont disponibles au Québec que ce soit celles provenant du soleil, du vent, de l'écoulement de l'eau, de l'uranium, du pétrole ou du gaz naturel. Nous priorisons le développement des énergies renouvelables puisque, pour répondre aux besoins présents et à venir de la société québécoise, il faut dès maintenant réduire notre dépendance aux combustibles fossiles qui s'épuiseront au cours du siècle présent.

Par contre, il ne faut pas simplement que l'énergie soit renouvelable pour être exploitée, il faut aussi qu'elle ait le moins d'impact possible sur l'environnement et la société.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Prioriser le développement d'installations de production d'énergies renouvelables à faible impact sur l'environnement, et ce, tout en respectant les collectivités locales.

Bonifier les programmes d'incitatifs fiscaux pour l'efficacité énergétique.

Investir dans des systèmes de transport collectifs accessibles et efficaces.

ÉTENDRE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis 2006, le gouvernement du Québec s'est doté d'une loi sur le développement durable. Cette loi fait en sorte que tous les ministères, organismes et entreprises du gouvernement doivent tenir compte de 16 principes⁷ de développement durable dans toutes leurs activités. Ceux-ci sont inspirés des 27 principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement adopté par les Nations Unies en 1992.⁸ De plus, cette loi a instauré un commissaire au développement durable et force la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale de développement durable. La faiblesse de cette loi est qu'elle ne s'applique pas au secteur privé et qu'elle est seulement volontaire pour les organismes municipaux, les établissements scolaires, de santé et de services sociaux. La loi prévoit l'intégration des acteurs volontaires suite à des consultations publiques.

Le commissaire du développement durable note qu'il y a des problèmes au niveau de la reddition de compte concernant l'application des plans d'action de développement durable des ministères. Cela fait en sorte qu'il est difficile à évaluer l'efficacité des plans d'action et les progressions faites par l'administration publique.⁹

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Intégrer les organismes municipaux, les établissements scolaires, de santé et de services sociaux et les grandes entreprises à l'intérieur de la loi sur le développement durable suite à des consultations publiques.

Améliorer le processus de reddition de compte des plans d'action de développement durable.

⁷ Les 16 principes de la loi sont : « santé et qualité de vie », « équité et solidarité sociale », « protection de l'environnement », « efficacité économique », « participation et engagement », « accès au savoir », « subsidiarité », « partenariat et coopération intergouvernementale », « prévention », « précaution », « protection du patrimoine culturel », « préservation de la biodiversité », « respect de la capacité de support des écosystèmes », « production et consommation responsables », « pollueur payeur », « internalisation des coûts »

⁸ <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>

⁹ http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2011-2012-CDD/fr_Rapport2011-2012-CDD-Chap03.pdf

L'expression « faire de la politique autrement » est devenue un slogan répété par tous les partis politiques pour défendre n'importe quelle proposition relative à l'éthique et à la forme de démocratie dans laquelle nous vivons au Québec. De manière générale, l'éthique fait partie des enjeux de plus en plus dominants dans les débats publics. La manière dont nous concevons nos obligations et nos droits définit la structure même de notre participation à la société.

Tout ceci démontre la volonté d'une partie de plus en plus grande de la population de vivre un réel exercice de réflexion éthique sur des sujets d'actualité. Comment peut-on lutter plus efficacement contre la collusion dans l'attribution des contrats publics? Faut-il réduire davantage la limite de financement des partis politiques et augmenter leur financement par l'État? Quelles mesures peut-on mettre de l'avant pour améliorer le taux de participation électorale des jeunes?

CORRUPTION, COLLUSION ET FINANCEMENT DES PARTIS

La Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec partagent le même dégoût que la population du Québec à l'égard du système de corruption qui s'est implanté dans l'octroi des contrats publics, l'octroi des places en garderie et le financement des partis politiques. Les nombreuses révélations faites par les médias et la diffusion du rapport d'enquête de l'Unité anticollusion ne laissent désormais planer plus aucune ambiguïté sur l'existence de ce système.

On en comprend que la Loi sur le financement des partis politiques est bafouée, que des malversations se font entre l'appareil gouvernemental et les firmes de génie-conseil et que le crime organisé aurait infiltré l'industrie de la construction, tout cela aux sues et aux vues de bien des gens. Depuis maintenant près d'une décennie, il semble se confirmer que des milliards de dollars de fonds publics auraient été ainsi mal utilisés ou détournés, au profit de certains individus et de proches du régime. Il est malheureux que le gouvernement ait attendu plus de deux ans avant d'instituer une commission d'enquête publique pour faire la lumière sur les allégations de collusion et de corruption qui lui étaient attribuées. Aux yeux de plusieurs, ce refus obstiné ne faisait que confirmer la culpabilité de notre gouvernement, miner la crédibilité de nos dirigeants et de nos institutions de même qu'entacher la réputation du Québec désigné comme étant la province la plus corrompue du Canada.

Maintenant que le gouvernement a cédé sous la pression populaire en acceptant de mettre en place la commission Charbonneau, il est temps d'informer la population, d'identifier les responsables et de détricoter les mailles de ce filet de fraude et de corruption qui recouvre nos institutions politiques.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Faire preuve de transparence et d'honnêteté dans la gestion de l'État et des fonds publics notamment en ce qui a trait à l'attribution de contrats et au financement des partis politiques.

Instaurer une vaste commission d'enquête publique et coercitive sur les liens entre les gestionnaires de l'État, les partis politiques et les donateurs des partis sur la question de la gestion des fonds publics.

— LOI 12 (PROJET DE LOI 78) —

Pour freiner le mouvement d'opposition à la hausse des frais de scolarité, le gouvernement a décidé d'adopter la ligne dure envers les jeunes et a entrepris de judiciaireiser le conflit. Au lieu de faire de réels compromis pour donner un peu de répit aux étudiants qui venaient d'absorber une hausse de leurs frais de scolarité de 30 %, il décida, dans un geste inédit, de nier le droit de grève traditionnellement reconnu aux associations et de nier du même coup la légitimité des décisions prises en assemblée générale. Il incita, par le fait même, les jeunes opposés à la grève, qui avaient perdu leur vote, à s'adresser aux tribunaux pour faire prévaloir leur droit individuel à l'éducation et ainsi pouvoir retourner en classe.

Cette manoeuvre donna lieu au prononcé d'une série d'injonctions provisoires qui eurent pour impacts d'exacerber les tensions. En effet, la communauté universitaire et collégiale ainsi que les étudiants adhèrent largement aux mécanismes démocratiques qui régissent leur environnement et ont plutôt mal réagi à ce qui a été perçu comme un assaut contre le principe majoritaire dans le droit d'association. C'est donc sans surprise que les injonctions, malgré le désir de part et d'autre de respecter les jugements, ne permirent guère de mettre un terme à la grève. Or, la Commission des droits de la personne a statué que la loi ne passerait pas le test de la Cour suprême en raison de ses trop nombreuses atteintes à la Charte des droits et libertés.

Selon la Commission, une vingtaine d'articles « portent atteinte directement ou indirectement aux libertés fondamentales, soit les libertés de conscience, d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association garanties par la Charte ». La loi spéciale vient donc à l'encontre des droits fondamentaux des Québécois.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Abolir la loi 12 (projet de loi 78) incessamment et sans réserve.

— PARTICIPATION ÉLECTORALE DES JEUNES —

On signale souvent que voter aux élections est l'un des gestes politiques les plus significatifs que l'on peut faire dans notre système démocratique. Chaque vote compte et peut faire la différence. Or, il appert que les jeunes Québécois ne votent pas autant que certaines autres strates de la société civile. En effet, seulement 36 % des jeunes Québécois ont voté lors des dernières élections provinciales. Ce qui peut expliquer pourquoi le gouvernement semble les considérer comme des citoyens de seconde zone.

Plusieurs causes peuvent expliquer un tel phénomène. Souvent, les jeunes sont contraints à changer de milieux de vie pour se rapprocher d'une institution scolaire précise qui, par exemple, serait la seule à offrir tel ou tel programme d'études. Or, cette situation amène certaines problématiques en ce qui concerne l'inscription sur la carte électorale. Soit ils doivent s'inscrire à leur nouveau lieu de résidence en se présentant, dans une ville qu'ils connaissent à peine, en date et au lieu prévu à cet effet, soit ils doivent aller voter dans leur comté d'origine, moyennant parfois plusieurs heures de transport.

Ces obstacles sont d'autant plus encombrants quand on sait que les jeunes n'ont pas toujours des pièces d'identités à jour et n'ont souvent ni permis de conduire, ni passeport.

De plus, il ne faut pas oublier que les jeunes cumulent le travail et les études et sont généralement en période d'examen ou à la veille de remise de travaux à longueur d'année. En conséquence, ils n'ont souvent ni le temps ni les moyens de se déplacer.

PAR CONSÉQUENT, UN PROCHAIN GOUVERNEMENT DEVRA

Permettre le vote des étudiants dans leur lieu de résidence durant leurs études.

Autoriser le vote sur les campus postsecondaires.